

Les frais administratifs et de personnel pour l'exécution de ces avantages collectifs et le traitement comptable s'élevant, sur une base annuelle à € 7.500,00.

Conclusion :

* Intervention assistants sociaux : € 125,00 par demande	
Sera facturé à l'AFMPS.	
* Caisse de prêts : € 125,00 par demande.	
Sera facturé à l'AFMPS.	
* Action sociale :	€ 86.144,90
* Coût administratif de l'action sociale :	€ 7.500,00
Total	€ 93.644,90

Le prix de revient pour l'action sociale et le traitement administratif sera payé en 2 phases, à savoir 50 % du montant susmentionné pour le 1^{er} mai 17 et 50% pour le 1^{er} septembre 17.

Offre valable à partir du 1^{er} janvier 17, pour l'année de service 2017.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

De administratieve- en personeelskosten voor de uitvoering van deze collectieve voordelen en boekhoudkundige verwerking zijn op jaarbasis ten belope van € 7.500,00.

Besluit :

* Tussenkost maatschappelijk assistenten : € 125,00 per aanvraag.	
Zal gefactureerd worden aan het FAGG.	
* Leningskas : € 125,00 per aanvraag.	
Zal gefactureerd worden aan het FAGG.	
* Sociale actie :	€ 86.144,90
* Administratieve kost Sociale actie :	€ 7.500,00
Totaal	€ 93.644,90

De kostprijs voor de Sociale actie alsmede voor de administratieve verwerking dient in 2 schijven betaald te worden aan de v.z.w Sociale Dienst, te weten 50 % van het bovenvermeld bedrag per 1 mei 17, en de tweede schijf van 50 % per 1 september 17.

Deze offerte is geldig vanaf 1 januari 17 en dit voor het dienstjaar 2017.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 11 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205205]

21 SEPTEMBRE 2017 — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, l'article 23;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 2017/39 de la Commission du 3 novembre 2016 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la distribution de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2017/40 de la Commission du 3 novembre 2016 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la fourniture de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires et modifiant le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, D.61, § 2, D.185 à D.187, et D.241 à D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2017 et le 5 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2017 et le 13 juillet 2017;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 20 avril 2017 et le 20 juillet 2017;

Vu le rapport du 25 mai 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.888/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les modalités de mise en œuvre du programme européen à destination des écoles visé à l'article 23 du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

Le programme à destination des écoles consiste en une aide du Fonds européen agricole de Garantie, éventuellement complétée d'une aide de la Région wallonne, pour la fourniture et la distribution de fruits, légumes, lait et produits laitiers aux élèves des écoles participant à ce programme, pour la mise en œuvre de mesures éducatives d'accompagnement, et pour certains coûts connexes.

Les écoles peuvent participer au programme si elles sont situées sur le territoire de la Région wallonne et si elles sont organisées ou subventionnées par la Communauté française ou par la Communauté germanophone.

Le Ministre élabore une stratégie de mise en œuvre des programmes pour une période de six ans à partir de l'année scolaire 2017 - 2018.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses mesures d'exécution, l'on entend par :

- 1° l'Administration : l'Administration au sens de l'article D.3, 3° du Code;
- 2° l'aide : l'aide telle que prévue par le programme visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, conformément à l'article 23, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1308/2013;
- 3° l'année scolaire : la période telle que définie à l'article 1^{er}, § 2, du règlement d'exécution (UE) n° 2017/39;
- 4° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;
- 5° les coûts connexes : les coûts tels que définis à l'article 23, § 1^{er}, c), du règlement (UE) n° 1308/2013;
- 6° l'école : l'école maternelle et primaire, ou tout lieu d'implantation maternelle et primaire situé sur le territoire de la Région wallonne, d'enseignement de plein exercice ordinaire ou spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française ou germanophone;
- 7° la mesure : la mesure éducative d'accompagnement telle que définie à l'article 3 du règlement délégué (UE) n° 2017/40;
- 8° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;
- 9° le programme : le programme européen à destination des écoles tel que défini à l'article 23 du règlement (UE) n° 1308/2013;
- 10° le règlement (UE) n° 1308/2013 : le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;
- 11° le règlement d'exécution (UE) n° 2017/39 : le règlement d'exécution (UE) n° 2017/39 de la Commission du 3 novembre 2016 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la distribution de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires;
- 12° le règlement délégué (UE) n° 2017/40 : le règlement délégué (UE) n° 2017/40 de la Commission du 3 novembre 2016 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la fourniture de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires et modifiant le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission;
- 13° la stratégie : la stratégie conformément à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, du règlement d'exécution (EU) n° 2017/39.

CHAPITRE II. — *Fourniture et distribution de produits aux élèves*

Art. 3. La participation de l'école au programme implique la fourniture et la distribution gratuite par l'école de fruits, légumes, ou lait, produits laitiers, aux élèves participant au programme.

Le Ministre précise les modalités de distribution des produits aux élèves participant au programme en termes de moment de distribution, de nombre de distributions et de conditionnement des produits distribués.

Il arrête également les années d'enseignement pouvant participer au programme au sein des écoles visées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

Art. 4. Les produits admissibles à l'aide relèvent des catégories de produits fixées conformément à l'article 23, §§ 3 et 4, du règlement (UE) n° 1308/2013.

Conformément à l'article 23, § 3, du règlement (UE) n° 1308/2013, le Ministre précise les critères objectifs incluant un ou plusieurs aspects suivants :

- 1° des considérations relatives à la santé, au développement durable et à l'environnement;
- 2° la saisonnalité;
- 3° la variété et la disponibilité de produits locaux ou régionaux, en donnant la priorité, dans toute la mesure du possible, aux produits originaires de l'Union.

La liste des produits admissibles dans chacune des catégories de produits visées à l'alinéa 1^{er} est établie par le Ministre en fonction des critères objectifs visés à l'alinéa 2.

Art. 5. L'école participante donne la priorité aux produits frais lors de la distribution des produits visés à l'article 4 aux élèves, en assurant la distribution de fruits et légumes frais ou de lait de consommation lors des premières distributions de produits.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par « produits frais » les fruits et légumes frais, le lait de consommation et ses variantes sans lactose.

CHAPITRE III. — *Agrément et demande d'aide**Section 1^{ère}. — Agrément et modalités de participation*

Art. 6. Les demandeurs de l'aide dans le cadre du programme sont préalablement agréés par le Ministre, conformément aux articles D.6 à D.9 du Code. Le Ministre est chargé de la gestion des agréments des demandeurs d'aide.

Un demandeur d'aide est :

1° une école telle que mentionnée à l'article 1^{er}, alinéa 3;

2° tout autre organisme public ou privé chargé de la gestion et de la réalisation de toute activité visée à l'article 5, § 1^{er}, du règlement délégué (UE) n° 2017/40.

Art. 7. L'attribution du marché public vaut agrément, en tant que demandeur d'aide, du soumissionnaire à qui le marché est attribué, lorsque les conditions d'agrément reprises à l'article 6 font partie du cahier spécial des charges.

Art. 8. Pour les demandeurs d'aide visés à l'article 6, alinéa 2, 2°, le Ministre fixe la durée de l'agrément dans le cadre du marché public.

Le Ministre fixe dans les conditions de l'appel à projets visé à l'article 16, § 2, la durée de l'agrément des demandeurs d'aide visés à l'article 6, alinéa 2, 1°.

Pour la distribution de produits visée à l'article 3, la durée de l'agrément des demandeurs d'aide visés à l'article 6, alinéa 2, 1°, est limitée à l'année scolaire de participation au programme telle que définie à l'article 2, 3°.

Art. 9. § 1^{er}. L'école introduit annuellement une demande de participation afin de s'engager pour la distribution de fruits et légumes ou la distribution de lait et produits laitiers dans le cadre du programme, en remplissant le formulaire de demande de participation, établi et publié par l'Administration sur le Portail de l'Agriculture wallonne.

L'Administration notifie à l'école, dans les vingt jours ouvrables à compter du lendemain de la date limite de soumission des demandes, l'acceptation ou le refus de sa demande de participation. La participation au programme est uniquement accordée pour l'année scolaire visée par le formulaire de demande de participation.

§ 2. L'acceptation de la demande de participation de l'école vaut agrément de l'école en tant que demandeur d'aide.

§ 3. Le Ministre définit la période durant laquelle la demande de participation des écoles est introduite, les informations à fournir par l'école dans la demande de participation, et les autres modalités de participation de l'école au programme, en ce compris les modalités de sélection des écoles.

Section 2. — Montant de l'aide

Art. 10. Le Ministre détermine durant l'année civile précédant le début d'une année scolaire déterminée, en fonction du budget disponible, le nombre maximum d'élèves et éventuellement d'écoles pouvant participer au programme au cours de ladite année scolaire, pour la distribution de fruits et légumes et pour la distribution de lait et produits laitiers.

Art. 11. Le Ministre détermine le montant maximal de l'aide octroyée par élève participant au programme et par année scolaire pour la distribution de fruits et légumes et pour la distribution de lait et produits laitiers.

Section 3. — Demande d'aide

Art. 12. La demande d'aide est introduite :

1° par un demandeur d'aide agréé;

2° auprès de l'Administration;

3° avec les pièces justificatives comprenant la déclaration de créance relative à l'objet de la demande d'aide, et les autres pièces précisées par le Ministre;

4° le cas échéant, suivant les conditions établies dans le cahier spécial des charges ou de l'appel à projets.

La demande d'aide concerne la mise en œuvre d'un des éléments repris à l'article 5, § 1^{er}, du règlement délégué (UE) n° 2017/40.

Art. 13. La demande d'aide relative à la distribution de produits porte sur les périodes définies par le Ministre.

Art. 14. Le Ministre peut compléter les modalités de présentation de demande d'aide en ce qui concerne le format, les informations et pièces justificatives requises, les formulaires éventuels et le mode d'introduction en ce compris les délais.

CHAPITRE IV. — *Coûts admissibles et paiement de l'aide*

Art. 15. Les coûts admissibles au bénéfice de l'aide octroyée dans le cadre du programme sont définis à l'article 4 du règlement délégué (UE) n° 2017/40. Dans le cas de l'aide relative à la fourniture et la distribution de produits visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, les coûts admissibles incluent le coût de la fourniture et de la livraison desdits produits par un fournisseur à l'école.

La Région peut prendre à sa charge, à concurrence du budget disponible :

1° la taxe sur la valeur ajoutée des actions admissibles à l'aide octroyée dans le cadre du programme;

2° les autres coûts qui ne peuvent pas être affectés à l'aide de l'Union, conformément à l'article 217 du règlement (UE) n° 1308/2013.

CHAPITRE V. — *Mesures éducatives d'accompagnement, suivi, évaluation et publicité*

Art. 16. § 1^{er}. Le Ministre peut prévoir des mesures éducatives d'accompagnement afin d'assurer l'efficacité du programme.

L'école participant au programme met en œuvre durant chaque année scolaire de participation au programme et au bénéfice de chaque élève participant au moins une mesure éducative d'accompagnement de la manière suivante :

1° elle met en œuvre l'une ou plusieurs des mesures proposées par le Ministre, ou;

2° elle met en œuvre une autre mesure prévue comme activité pédagogique au titre de son projet d'établissement.

§ 2. Parmi les mesures visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, un appel à projets peut être lancé par le Ministre afin d'aider les écoles à réaliser une mesure éducative d'accompagnement.

§ 3. Si l'école met en œuvre une mesure visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, elle indique lors de l'introduction de sa demande de participation quelle activité pédagogique prévue dans le cadre du projet d'établissement est organisée au titre de mesure éducative d'accompagnement.

§ 4. L'école avertit l'Administration de la période de l'année scolaire durant laquelle elle met en œuvre la mesure choisie.

Après la mise en œuvre de la mesure, l'Administration peut demander à l'école un rapport visé au paragraphe 5.

§ 5. Le Ministre précise les informations requises dans le rapport relatif à la mise en œuvre de la mesure par l'école et les modalités de transmission à l'Administration.

Art. 17. L'Administration organise, sur base annuelle, un suivi de la mise en œuvre du programme, afin de veiller à l'atteinte des objectifs du programme fixés dans la stratégie. A cet effet, l'Administration collabore avec d'autres organismes et institutions publiques dont les missions sont en lien avec les objectifs du programme.

Art. 18. L'école applique les instructions de l'Administration quant à la communication relative au programme.

Lorsque le Ministre propose une affiche pour le programme, l'école participant au programme appose de manière permanente ladite affiche à un endroit clairement visible à l'entrée principale de l'école.

Art. 19. Le Ministre peut mettre en œuvre d'autres actions relevant des coûts connexes tels que définis à l'article 2, 5°.

CHAPITRE VI. — *Contrôles, sanctions et recours*

Art. 20. Le Ministre peut préciser les modalités de contrôle administratif et de contrôle sur place.

Art. 21. Lorsqu'un demandeur d'aide ne satisfait pas aux obligations définies au titre du programme ou des conditions d'exécution de marché public ou d'appel à projets, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément conformément à l'article 7 du règlement délégué (UE) n° 2017/40 et D. 9 du Code.

Le Ministre précise les conditions de suspension et de retrait d'agrément.

Art. 22. Si une école participante ne satisfait pas aux engagements auxquels elle a souscrits au titre du programme, le Ministre peut sanctionner l'école proportionnellement à la non-conformité.

Le Ministre peut préciser les non-conformités et les sanctions y relatives.

Dans des cas dûment justifiés ou non prévus parmi les sanctions prises en vertu de l'alinéa 2, le Ministre peut prononcer une sanction plus élevée ou plus basse que celles prévues audit alinéa en fonction de la gravité, de l'étendue et de la persistance du manquement constaté ou en tenant compte des sanctions prévues à l'alinéa 2.

Art. 23. § 1^{er}. Le recours visé à l'article D.17, § 1^{er}, du Code est introduit auprès du fonctionnaire dirigeant de l'organisme payeur ou son délégué, contre les décisions prises en vertu du présent arrêté, dans un délai de 45 jours à partir du lendemain de la notification de la décision faisant grief.

Le Ministre notifie sa décision au requérant dans un délai de deux mois qui court à dater du premier jour qui suit la réception du recours.

§ 2. Le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par l'organisme payeur ou l'Administration désignée par le Ministre dans les formes prévues par le Ministre.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires sont abrogés.

Art. 25. Les agréments octroyés dans le cadre des programmes mis en place sur base des arrêtés du Gouvernement wallon visés à l'article 24 continuent à produire leurs effets pour les années scolaires antérieures à l'année scolaire 2017-2018 jusqu'à l'extinction de plein droit desdits programmes.

Art. 26. Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits, modifié par l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mars 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

" La demande d'aide porte sur les périodes suivantes : du 1^{er} septembre au 31 décembre, du 1^{er} janvier au 31 mars et du 1^{er} avril au 30 juin. La demande d'aide est introduite par l'établissement scolaire auprès de l'Administration au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de la période qui fait l'objet de la demande. Celle-ci est communiquée au moyen du formulaire établi par l'Administration. Cette dernière accuse réception de la demande dans les dix jours. "

Art. 27. L'article 26 produit ses effets à partir du 1^{er} septembre 2016.

Art. 28. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 2017.

Art. 29. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 septembre 2017.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205205]

21. SEPTEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 23;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39 der Kommission vom 3. November 2016 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen;

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 der Kommission vom 3. November 2016 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen und zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.61 § 2, D.185 bis D.187 und D.241 bis D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 hinsichtlich der Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen;

Aufgrund der am 24. März 2017 und am 5. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. März 2017 und am 13. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 20. April 2017 und am 20. Juli 2017 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 25. Mai 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. August 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.888/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Modalitäten zur Umsetzung des europäischen Schulprogramms nach Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates festgelegt.

Das Schulprogramm besteht aus einer Beihilfe des Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft - gegebenenfalls durch eine Beihilfe der Wallonischen Region ergänzt - für die Abgabe und die Verteilung von Obst, Gemüse, Milch und Milcherzeugnissen an Schüler von Schulen, die sich an diesem Programm beteiligen, für die Durchführung von begleitenden pädagogischen Maßnahmen und für bestimmte damit zusammenhängende Unkosten.

Schulen dürfen sich am Programm beteiligen, sofern sie auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind und von der Französischen Gemeinschaft oder Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden.

Der Minister erarbeitet eine Strategie zur Umsetzung der Programme für einen Zeitraum von sechs Jahren ab dem Schuljahr 2017 - 2018.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungsmaßnahmen gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

2° Beihilfe: die Beihilfe, die gemäß Artikel 23 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 im Programm nach Artikel 1 Absatz 2 vorgesehen ist;

3° Schuljahr: der in Artikel 1 § 2 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39 definierte Zeitraum;

4° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

5° zusammenhängende Kosten: die Kosten nach Artikel 23 § 1 Buchstabe c) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013;

6° Schule: die Vor- und Primarschule bzw. jegliche Vor- und Primarschulniederlassung des Regel- oder Fördervollzeitunterrichts auf dem Gebiet der Wallonischen Region, die von der Französischen oder Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert wird;

7° Maßnahme: die begleitende pädagogische Maßnahme nach Artikel 3 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40;

8° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

9° Programm: das europäische Schulprogramm im Sinne von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013;

10° Verordnung (EU) Nr. 1308/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

11° Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39 der Kommission vom 3. November 2016 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen;

12° Delegierte Verordnung (EU) Nr. 2017/40: die Delegierte Verordnung (EU) Nr. 2017/40 der Kommission vom 3. November 2016 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen und zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission;

13° Strategie: die Strategie gemäß Artikel 2 §§ 1 und 2 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39.

KAPITEL II — *Abgabe und Verteilung von Erzeugnissen an die Schüler*

Art. 3 - Die Beteiligung der Schule an dem Programm setzt die unentgeltliche Abgabe und Verteilung durch die Schule von Obst, Gemüse, oder Milch, Milcherzeugnissen an die Schüler, die am Programm teilnehmen, voraus.

Der Minister erläutert die Modalitäten zur Verteilung der Erzeugnisse an die Schüler, die am Programm teilnehmen, was den Zeitpunkt und die Anzahl der Verteilungen und die Verpackung der verteilten Erzeugnisse betrifft.

Er legt ebenfalls fest, welche Schulklassen innerhalb der in Artikel 1 Absatz 3 erwähnten Schulen am Programm teilnehmen dürfen.

Art. 4 - Die Erzeugnisse, die für die Beihilfe in Betracht kommen, gehören zu den nach Artikel 23 §§ 3 und 4 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 festgelegten Produktgruppen.

In Übereinstimmung mit Artikel 23 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 erläutert der Minister die objektiven Kriterien, die mindestens einen der folgenden Aspekte umfassen:

1° Gesundheits-, Nachhaltigkeits- und Umwelterwägungen;

2° jahreszeitliches Angebot;

3° Vielfalt und Verfügbarkeit lokaler oder regionaler Erzeugnisse, wobei, soweit durchführbar, Erzeugnissen mit Ursprung in der Union Vorrang eingeräumt wird.

Die Liste der beihilfefähigen Erzeugnisse in jeder der in Absatz 1 erwähnten Produktgruppen wird vom Minister auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten objektiven Kriterien erstellt.

Art. 5 - Die teilnehmende Schule gibt bei der Verteilung der in Artikel 4 erwähnten Produkte an die Schüler frischen Erzeugnissen den Vorrang, indem sie dafür sorgt, bei den ersten Produktverteilungen frisches Obst und Gemüse oder Konsummilch zu verteilen.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter dem Begriff "frische Erzeugnisse" frisches Obst und Gemüse, Konsummilch und ihre laktosefreien Varianten zu verstehen.

KAPITEL III — *Zulassung und Antrag auf Beihilfe*

Abschnitt 1 - Zulassung und Beteiligungsmodalitäten

Art. 6 - Die Antragsteller eines Antrags auf Beihilfe im Rahmen des Programms werden gemäß den Artikeln D.6 bis D.9 des Gesetzbuches vorher vom Minister zugelassen. Der Minister ist zuständig für die Verwaltung der Zulassungen, die den Antragstellern gewährt werden.

Als Antragsteller gilt:

1° eine Schule im Sinne von Artikel 1 Absatz 3;

2° jede sonstige öffentliche oder private Einrichtung, die mit der Verwaltung und der Durchführung jeglicher in Artikel 5 § 1 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 aufgeführten Tätigkeit beauftragt wird.

Art. 7 - Die Vergabe des öffentlichen Auftrags gilt als Zulassung des Submittenten, der den Zuschlag erhalten hat, als Antragsteller eines Antrags auf Beihilfe, wenn und soweit die in Artikel 6 angeführten Zulassungsbedingungen zum Sonderlastenheft gehören.

Art. 8 - Für die Antragsteller nach Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 2 legt der Minister die Dauer der Zulassung im Rahmen des öffentlichen Auftrags fest.

Der Minister legt in den Bedingungen des Projektauftrags nach Artikel 16 § 2 die Dauer der Zulassung der Antragsteller nach Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 1 fest.

Für die in Artikel 3 erwähnte Verteilung von Erzeugnissen wird die Dauer der Zulassung der in Artikel 6 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Antragsteller auf das Schuljahr nach Artikel 2 Ziffer 3 begrenzt, an dem sie sich am Programm beteiligen.

Art. 9 - § 1. Die Schule reicht jährlich einen Antrag auf Beteiligung ein, um sich zur Verteilung von Obst und Gemüse oder von Milch und Milcherzeugnissen im Rahmen des Programms zu verpflichten, indem sie das von der Verwaltung auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft erstellte und veröffentlichte Formular zur Einreichung eines Antrags auf Beteiligung ausfüllt.

Die Verwaltung teilt der Schule binnen zwanzig Werktagen ab dem Tag nach dem äußersten Datum für die Einreichung der Anträge mit, ob ihr Antrag auf Beteiligung angenommen oder abgelehnt wurde. Eine Programmbeihilfe wird nur für das Schuljahr gewährt, auf das sich das Antragsformular zur Beteiligung bezieht.

§ 2. Die Annahme ihres Antrags auf Beteiligung gilt als Zulassung der Schule als Antragstellerin eines Antrags auf Beihilfe.

§ 3. Der Minister bestimmt den Zeitraum, in dem der Antrag auf Beteiligung der Schulen einzureichen ist, die im Antrag auf Beteiligung anzugebenden Informationen und die weiteren Modalitäten zur Beteiligung der Schule am Programm, darunter auch die Modalitäten zur Auswahl der Schulen.

Abschnitt 2 — Höhe der Beihilfe

Art. 10 - Der Minister bestimmt im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel während des Kalenderjahres, das dem Beginn eines bestimmten Schuljahres vorangeht, für die Verteilung von Obst und Gemüse und für die Verteilung von Milch und Milcherzeugnissen, die Höchstanzahl Schüler und ggf. Schulen, die sich im Laufe des besagten Schuljahres am Programm beteiligen dürfen.

Art. 11 - Der Minister bestimmt für die Verteilung von Obst und Gemüsen und für die Verteilung von Milch und Milcherzeugnissen den Höchstbetrag der Beihilfe für jeden am Programm beteiligten Schüler und für jedes Schuljahr.

Abschnitt 3 — Anträge auf Beihilfe

Art. 12 - Eingereicht wird der Antrag auf Beihilfe:

1° von einem zugelassenen Antragsteller;

2° bei der Verwaltung;

3° samt Belegen, die die Schuldforderung betreffend den Gegenstand des Antrags auf Beihilfe und die sonstigen vom Minister bestimmten Belege umfassen;

4° gegebenenfalls, unter Einhaltung der Bedingungen, die im Sonderlastenheft oder im Projektaufruf festgelegt wurden.

Der Antrag auf Beihilfe betrifft die Umsetzung einer der in Artikel 5 § 1 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 aufgeführten Maßnahmen.

Art. 13 - Der Beihilfeantrag betreffend die Verteilung von Erzeugnissen bezieht sich auf die vom Minister bestimmten Zeiträume.

Art. 14 - Der Minister kann die Modalitäten zur Beantragung einer Beihilfe ergänzen, was das Format, die erforderlichen Informationen und Belege, die eventuellen Formulare und das Einreichungsverfahren, darunter auch die Fristen, betrifft.

KAPITEL IV — Beihilfefähige Kosten und Zahlung der Beihilfe

Art. 15 - Die Kosten, die für die im Rahmen des Programms gewährte Beihilfe in Betracht kommen, werden in Artikel 4 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 festgelegt. Im Falle der Beihilfe bezüglich der Abgabe und Verteilung von in Artikel 3 Absatz 1 aufgeführten Erzeugnissen sind in den beihilfefähigen Kosten die Kosten für die Beschaffung und Lieferung durch einen Lieferanten der besagten Erzeugnisse an die Schule mit einbegriffen.

Die Region kann im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel folgende Kosten übernehmen:

1° die Mehrwertsteuer der Maßnahmen, die für die im Rahmen des Programms gewährte Beihilfe in Betracht kommen;

2° andere Kosten, die nicht auf die Unionsbeihilfe angerechnet werden dürfen, in Übereinstimmung mit Artikel 217 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013.

KAPITEL V — Begleitende pädagogische Maßnahmen, Überwachung, Bewertung und Bekanntmachung

Art. 16 - § 1. Der Minister kann begleitende pädagogische Maßnahmen vorsehen, um die Wirkung des Programms zu gewährleisten.

Die am Programm beteiligte Schule setzt während jedes Schuljahres ihrer Programmbeteiligung zugunsten jedes teilnehmenden Schülers mindestens eine begleitende pädagogische Maßnahme um, indem:

1° sie eine oder mehrere vom Minister vorgeschlagene Maßnahmen durchführt oder

2° sie eine andere Maßnahme durchführt, die im Rahmen ihres Schulkonzepts als pädagogische Aktivität vorgesehen ist.

§ 2. Unter den Maßnahmen nach § 1 Absatz 2 Ziffer 1 kann ein Aufruf zur Einreichung von Projekten vom Minister eingeleitet werden, um die Schulen bei der Umsetzung einer begleitenden pädagogischen Maßnahme zu unterstützen.

§ 3. Führt die Schule eine Maßnahme im Sinne von § 1 Absatz 2 Ziffer 2 durch, so gibt sie bei der Einreichung ihres Antrags auf Beteiligung an, welche pädagogische Aktivität innerhalb des Schulkonzepts als begleitende pädagogische Maßnahme organisiert wird.

§ 4. Die Schule setzt die Verwaltung davon in Kenntnis, in welchem Zeitraum des Schuljahres sie die gewählte Maßnahme durchführen wird.

Nach der Durchführung der Maßnahme kann die Verwaltung von der Schule einen Bericht nach § 5 verlangen.

§ 5. Der Minister bestimmt die Informationen, die im Bericht über die Durchführung der Maßnahme durch die Schule erforderlich sind, sowie die Modalitäten seiner Übermittlung an die Verwaltung.

Art. 17 - Die Verwaltung organisiert auf Jahresbasis eine Überwachung der Programmdurchführung, um sicherzustellen, dass die in der Strategie festgelegten Programmziele erreicht werden. Zu diesem Zweck arbeitet die Verwaltung mit anderen öffentlichen Einrichtungen und Behörden zusammen, deren Aufgabenbereich in Zusammenhang mit den Programmzielen steht.

Art. 18 - Die Schule führt die Anweisungen der Verwaltung betreffend die Kommunikation über das Programm aus.

Schlägt der Minister ein Plakat für das Programm vor, so hängt die am Programm beteiligte Schule das besagte Plakat dauerhaft an einer gut sichtbaren Stelle am Haupteingang der Schule aus.

Art. 19 - Der Minister kann andere Maßnahmen einleiten, die im Rahmen der zusammenhängenden Kosten nach Artikel 2 Ziffer 5 finanziert werden.

KAPITEL VI — Kontrollen, Sanktionen und Beschwerden

Art. 20 - Der Minister kann die Modalitäten der Verwaltungskontrolle und der Kontrolle vor Ort bestimmen.

Art. 21 - Kommt der Antragsteller eines Beihilfeantrags seinen Verpflichtungen im Rahmen des Programms oder der Ausführungsbedingungen des öffentlichen Auftrags bzw. des Projektaufrufs nicht nach, so kann der Minister gemäß Artikel 7 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 und D.9 des Gesetzbuches die Zulassung aussetzen oder entziehen.

Der Minister bestimmt die Bedingungen zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung.

Art. 22 - Kommt eine beteiligte Schule ihren im Rahmen des Programms eingegangenen Verpflichtungen nicht nach, so kann der Minister eine dem Verstoß entsprechende Sanktion gegen die Schule verhängen.

Der Minister kann die Verstöße und die entsprechenden Sanktionen bestimmen.

In gebührend begründeten bzw. in den Sanktionen nach Absatz 2 nicht vorgesehenen Fällen kann der Minister abhängig von der Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes oder unter Zugrundelegung der in Absatz 2 vorgesehenen Sanktionen eine höhere oder niedrigere Sanktion als diejenigen verhängen, die im besagten Absatz vorgesehen sind.

Art. 23 - § 1. Die in Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches erwähnte Beschwerde wird gegen die aufgrund des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse innerhalb von 45 Tagen ab dem Tag nach dem Tag der Mitteilung des beschwerenden Beschlusses bei dem leitenden Beamten der Zahlstelle oder dessen Vertreter eingereicht.

Der Minister stellt dem Beschwerdeführer innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem ersten Tag nach dem Tag des Eingangs der Beschwerde seinen Beschluss zu.

§ 2. Der Beschwerdeführer kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, nach den vom Minister vorgesehenen Formvorschriften von der vom Minister bestimmten Zahlstelle oder Behörde angehört werden.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 24 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 hinsichtlich der Abgabe von Milch und bestimmten Milcherzeugnissen an Schüler in Schulen werden aufgehoben.

Art. 25 - Die Zulassungen, die im Rahmen der Programme gewährt wurden, die aufgrund der in Artikel 24 genannten Erlasse der Wallonischen Regierung eingeleitet worden sind, bleiben für die dem Schuljahr 2017-2018 vorangehenden Schuljahre bis zum Erlöschen von Rechts wegen der besagten Programme wirksam.

Art. 26 - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse, abgeändert durch Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. März 2011 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„Der Antrag auf Beihilfe bezieht sich auf die folgenden Zeiträume: vom 1. September bis zum 31. Dezember, vom 1. Januar bis zum 31. März, und vom 1. April bis zum 30. Juni. Der Antrag auf Beihilfe wird von der schulischen Einrichtung spätestens am letzten Tag des dritten Monats nach dem Ende des Zeitraums, der Gegenstand des Antrags ist, bei der Verwaltung eingereicht. Dieser Antrag wird anhand des von der Verwaltung erstellten Formulars eingereicht. Die Verwaltung bestätigt den Empfang innerhalb von zehn Tagen.“

Art. 27 - Artikel 26 wird ab dem 1. September 2016 wirksam.

Art. 28 - Der vorliegende Erlass wird am 1. August 2017 wirksam.

Art. 29 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. September 2017

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205205]

21 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2017/39 van de Commissie van 3 november 2016 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft Uniesteun voor de verstrekking van groenten, fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2017/40 van de Commissie van 3 november 2016 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, met betrekking tot Uniesteun voor de verstrekking van groenten en fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen en tot wijziging van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de Commissie;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17, D.61, § 2, D.185 tot D.187 en D.241 tot D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 2017 en 5 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2017 en 13 juli 2017;

Gelet op het overleg gepleegd op 20 april 2017 en 20 juli 2017 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid;

Gelet op het rapport van 25 mei 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61.888/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Bij dit besluit worden de modaliteiten vastgesteld voor de uitvoering van de Europese schoolregeling bedoeld in artikel 23 van Verordeningen (EU) nr. 1308/2013 en (EU) van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

De schoolregeling bestaat in een steun van het Europees Garantiefonds voor de Landbouw, eventueel aangevuld met een steun van het Waalse Gewest, voor de verstrekking en de distributie van fruit, groenten, melk en zuivelproducten aan leerlingen van scholen die aan deze regeling deelnemen voor de uitvoering van educatieve begeleidingsmaatregelen en voor bepaalde bijbehorende kosten.

De scholen mogen aan de regeling deelnemen indien ze op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn gelegen en indien ze door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd worden.

De Minister werkt een strategie uit voor de uitvoering van de regelingen voor een periode van zes jaar vanaf het schooljaar 2017-2018.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

- 1° de Administratie : de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;
- 2° de steun : de steun zoals bepaald in de regeling bedoeld in artikel 1, tweede lid, overeenkomstig artikel 23, § 1, van Verordening (EU) nr. 1308/2013;
- 3° het schooljaar : de periode zoals bepaald in artikel 1, § 2, van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/39;
- 4° het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;
- 5° de bijbehorende kosten: de kosten zoals bepaald in artikel 23, § 1, c) van Verordening (EU) nr. 1308/2013;
- 6° de school: de kleuter- en lagere school of elke vestigingsplaats in het kleuteronderwijs en in het lageronderwijs op het grondgebied van het Waalse Gewest, van gewoon of buitengewoon onderwijs met volledig leerplan, die door de Franse Gemeenschap of Duitstalige Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;
- 7° de maatregel : de begeleidende educatieve maatregel zoals bepaald in artikel 3 van gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40;
- 8° de Minister : de Minister van Landbouw.
- 9° de regeling : de Europese schoolregeling zoals bepaald in artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013;
- 10° Verordening (EU) nr. 1308/2013: Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;
- 11° Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/39 : Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/39 van de Commissie van 3 november 2016 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft Uniesteun voor de verstrekking van groenten, fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen;
- 12° Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40 : Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40 van de Commissie van 3 november 2016 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, met betrekking tot Uniesteun voor de verstrekking van groenten en fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen en tot wijziging van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de Commissie;
- 13° de strategie: de strategie overeenkomstig artikel 2, § 1 en 2 van Uitvoeringsverordening (EUG) nr. 2017/39.

HOOFDSTUK II. — *Verstrekking en distributie van producten aan leerlingen*

Art. 3. De deelneming van de school aan de regeling impliceert de kosteloze verstrekking en distributie van fruit, groenten, melk of zuivelproducten door de school aan leerlingen die aan de regeling deelnemen.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de distributie van producten aan leerlingen die aan de regeling deelnemen, in termen van moment van de distributie, aantal distributies en verpakking van de verstrekte producten.

Hij stelt ook de leerjaren vast die binnen de in artikel 1, derde lid, bedoelde scholen aan de regeling mogen deelnemen.

Art. 4. De producten die in aanmerking komen voor de steun vallen onder de categorieën producten bepaald overeenkomstig artikel 23, §§ 3 en 4, van Verordening (EU) nr. 1308/2013.

Overeenkomstig artikel 23, § 3, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 bepaalt de Minister de objectieve criteria met inbegrip van één of meerdere van de volgende aspecten:

- 1° overwegingen betreffende de gezondheid, de duurzame ontwikkeling en het leefmilieu;
- 2° de seizoensgebondenheid;
- 3° de verscheidenheid en de beschikbaarheid van lokale of gewestelijke producten, waarbij indien mogelijk prioriteit wordt gegeven aan producten van oorsprong uit de Unie.

De lijst van de in aanmerking komende producten in elke categorie producten bedoeld in het eerste lid wordt door de Minister bepaald naar gelang van de in het tweede lid bedoelde objectieve criteria.

Art. 5. De deelnemende school verleent de voorkeur aan verse producten tijdens de distributie van de in artikel 4 bedoelde producten aan leerlingen, waarbij de distributie van vers fruit en verse groenten of consumptiemelk bij de eerste distributies van producten wordt verzekerd.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder "verse producten", de vers fruit en verse groenten, de consumptiemelk en de lactosevrije versies daarvan.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en steunaanvraag*

Afdeling 1. — Erkenning en deelnemingsmodaliteiten

Art. 6. De steunaanvragers in het kader van de regeling worden eerst door de Minister erkend overeenkomstig de artikelen D.6 tot D.9 van het Wetboek. De Minister is belast met het beheer van de erkenningen van de steunaanvragers.

Een steunaanvrager is :

1° een school zoals vermeld in artikel 1, derde lid;

2° elke andere openbare of privé-instelling belast met het beheer en de uitvoering van elke activiteit bedoeld in artikel 5, § 1, van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40.

Art. 7. De toewijzing van de overheidsopdracht geldt als erkenning, als steunaanvrager, van de inschrijver aan wie de overheidsopdracht wordt toegewezen, wanneer de in artikel 6 bedoelde erkenningsvoorwaarden deel uitmaken van het bijzonder bestek.

Art. 8. Voor de in artikel 6, tweede lid, 2°, bedoelde steunaanvragers bepaalt de Minister de duur van de erkenning in het kader van de overheidsopdracht.

De Minister bepaalt de voorwaarden van de projectenoproep bedoeld in artikel 16, § 2, de duur van de erkenning van de steunaanvragers bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°.

Voor de in artikel 3 bedoelde distributie van producten wordt de duur van de erkenning van de steunaanvragers bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, beperkt tot het in artikel 2, 3° bedoelde schooljaar waarin ze aan de regeling deelnemen.

Art. 9. § 1. De school dient jaarlijks een deelnemingsaanvraag in om zich te verbinden voor de distributie van fruit en groenten of de distributie van melk en zuivelproducten in het kader van de regeling, waarbij ze het formulier m.b.t. de deelnemingsaanvraag opgemaakt en bekendgemaakt door de Administratie op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) invult.

Binnen twintig werkdagen na de dag volgend op de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen betekent de Administratie de school de aanvaarding of de weigering van haar deelnemingsaanvraag. De deelneming aan de regeling wordt enkel voor het schooljaar bedoeld in het formulier m.b.t. de deelnemingsaanvraag toegekend.

§ 2. De aanvaarding van de deelnemingsaanvraag van de school geldt als erkenning van de school als steunaanvrager.

§ 3. De Minister bepaalt de periode waarin de deelnemingsaanvraag van de scholen wordt ingediend, de informatie die de school in de deelnemingsaanvraag moet vermelden en de andere modaliteiten voor de deelneming van de school aan de regeling met inbegrip van de modaliteiten betreffende de selectie van de scholen.

Afdeling 2. — Bedrag van de steun

Art. 10. Tijdens het kalenderjaar vóór het begin van een bepaald schooljaar bepaalt de Minister naar gelang van de beschikbare begroting het maximaal aantal leerlingen en eventueel scholen die tijdens bedoeld schooljaar aan de regeling mogen deelnemen voor de distributie van fruit, groenten, melk en zuivelproducten.

Art. 11. De Minister bepaalt het maximumbedrag van de steun die per aan de regeling deelnemende leerling en per schooljaar toegekend wordt voor de distributie van fruit, groenten, melk en zuivelproducten.

Afdeling 3. — Steunaanvraag

Art. 12. De steunaanvraag wordt ingediend :

1° door een erkende steunaanvrager;

2° bij de Administratie;

3° met de bewijsstukken die de schuldvorderingverklaring betreffende het doel van de steunaanvraag en de andere stukken bepaald door de Minister omvatten;

4° in voorkomend geval volgens de voorwaarden vastgesteld in het bijzonder bestek of in de projectenoproep.

De steunaanvraag betreft de uitvoering van één van de elementen vermeld in artikel 5, § 1, van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40.

Art. 13. De steunaanvraag betreffende de distributie van producten betreft de door de Minister bepaalde periodes.

Art. 14. De Minister kan de modaliteiten betreffende de voorstelling van de steunaanvraag aanvullen wat betreft het formaat, de vereiste informatie en bewijsstukken, de eventuele formulieren en de indieningswijze met inbegrip van de termijnen.

HOOFDSTUK IV. — *In aanmerking komende kosten en betaling van de steun*

Art. 15. De kosten die in aanmerking komen voor de in het kader van de regeling toegekende steun worden in artikel 4 van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40 bepaald. In het geval van de steun betreffende de verstrekking en de distributie van producten bedoeld in artikel 3, eerste lid, omvatten de in aanmerking komende kosten de kosten van de verstrekking en de levering van bedoelde producten door een leverancier aan de school.

Het Gewest kan bepaalde kosten ten belope van de beschikbare begroting voor zijn rekening nemen, met name:

1° de belasting over de toegevoegde waarde van de acties die in aanmerking komen voor de steun toegekend in het kader van de regeling;

2° de andere kosten die niet voor de steun van de Unie kunnen worden bestemd, overeenkomstig artikel 217 van Verordening (EU) nr.1308/2013.

HOOFDSTUK V. — *Begeleidende educatieve maatregelen, opvolging, evaluatie en publiciteit*

Art. 16. § 1. De Minister kan voorzien in begeleidende educatieve maatregelen om de doeltreffendheid van de regeling te waarborgen.

Tijdens elk schooljaar waarin ze aan de regeling deelneemt, voert de deelnemende school ten gunste van elke deelnemende leerling minstens één educatieve begeleidingsmaatregelen op volgende manier uit :

1° ze voert één of meerdere van de door de Minister voorgestelde maatregelen uit, of :

2° ze voert een andere maatregel uit die in het kader van de regeling als pedagogische activiteit wordt voorzien.

§ 2. Onder de in § 1, tweede lid, 1°, bedoelde maatregelen kan de Minister een projectenoproep doen om de scholen te helpen bij de uitvoering van een begeleidende educatieve maatregel.

§ 3. Indien de school een maatregel bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, uitvoert, vermeldt ze bij de indiening van haar deelnemingsaanvraag welke pedagogische activiteit bedoeld in het kader van het schoolproject wordt georganiseerd als begeleidende educatieve maatregel.

§ 4. De school stelt de Administratie in kennis van de periode van het schooljaar waarin ze de gekozen maatregel uitvoert.

Na de uitvoering van de maatregel kan de Administratie een in § 5 bedoeld verslag aan de school vragen.

§ 5. De Minister bepaalt de inlichtingen vereist in het verslag betreffende de uitvoering van de maatregel door de school en de modaliteiten voor de overmaking ervan aan de Administratie.

Art. 17. De Administratie organiseert op jaarbasis een opvolging van de uitvoering van de regeling ten einde de in de strategie vastgelegde doelstellingen van de regeling te bereiken. Daartoe werkt de Administratie samen met andere openbare organismen en instellingen waarvan de opdrachten gebonden zijn aan de doelstellingen van de regeling.

Art. 18. De school past de voorschriften van de Administratie inzake de communicatie over de regeling toe.

Wanneer de Minister een affiche voor de regeling voorstelt, plakt de aan de regeling deelnemende school deze affiche voortdurend aan op een duidelijk zichtbare plaats bij de hoofdingang van de school.

Art. 19. De Minister kan andere acties die tot de bijhorende kosten zoals bepaald in artikel 2, 5°, behoren, uitvoeren.

HOOFDSTUK VI. — *Controles, sancties en beroep*

Art. 20. De Minister kan de modaliteiten bepalen voor de administratieve controle en de controle ter plaatse.

Art. 21. Wanneer een steunaanvrager de verplichtingen bepaald in het kader van de regeling of van de uitvoeringsvoorwaarden inzake overheidsopdracht of projectenoproepen niet vervult, kan de Minister de erkenning opschorten of intrekken overeenkomstig artikel 7 van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/40 en D.9 van het Wetboek.

De Minister bepaalt de voorwaarden voor de opschorting en de intrekking van de erkenning.

Art. 22. Indien een deelnemende school niet voldoet aan de verbintenissen die ze in het kader van de regeling heeft aangegaan, kan de Minister ze naar verhouding van de niet-conformiteit bestraffen.

De Minister kan de niet-conformiteiten en de desbetreffende sancties nader bepalen.

In behoorlijk gerechtvaardigde gevallen of in gevallen die niet vallen onder de sancties genomen krachtens het tweede lid, kan de Minister een zwaardere of een lichtere sanctie dan degene die bedoeld zijn in dat lid opleggen naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde niet-naleving of met inachtneming van de sancties bedoeld in het tweede lid.

Art. 23. § 1. Het in artikel D.17, § 1, van het Wetboek bedoelde beroep wordt tegen de krachtens dit besluit genomen beslissingen bij de leidend ambtenaar van het betaalorgaan of diens afgevaardigde ingediend binnen een termijn van 45 dagen te rekenen van de dag volgend op de kennisgeving van de bezwarende beslissing.

De Minister deelt zijn beslissing aan de verzoeker mee binnen een termijn van twee maanden die ingaat te rekenen van de eerste dag na ontvangst van het beroep.

§ 2. De verzoeker kan, indien hij er in zijn beroep om verzoekt, worden gehoord door het betaalorgaan of de administratie aangewezen door de Minister binnen de vereiste vormen bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten en het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot verstrekking van melk en bepaalde zuivelproducten aan leerlingen in onderwijsinstellingen worden opgeheven.

Art. 25. De erkenningen toegekend in het kader van de regelingen vastgesteld op grond van de in artikel 24 bedoelde besluiten van de Waalse Regering blijven uitwerking te hebben voor de schooljaren die voorafgaan aan het schooljaar 2017-2018 tot het van rechtswege tenietgaan van deze programma's.

Art. 26. In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten, gewijzigd bij artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 31 maart 2011 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De steunaanvraag heeft betrekking op de volgende periodes : van 1 september tot 31 december, van 1 januari tot 31 maart en van 1 april tot 30 juni. De steunaanvraag wordt door de onderwijsinstelling bij de administratie ingediend uiterlijk op de laatste dag van de derde maand na de periode waarop zij betrekking heeft. De steunaanvraag wordt ingediend door middel van het formulier opgesteld door de Administratie. De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen."

Art. 27. Artikel 26 heeft uitwerking vanaf 1 september 2016.

Art. 28. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 augustus 2017.

Art. 29. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 september 2017.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN